

"Les problèmes posés par la candidature britannique" dans Europe (8 juillet 1969)

Légende: Dans son éditorial du 8 juillet 1969, Emanuele Gazzo, rédacteur en chef de l'Agence Europe, se félicite, malgré les difficultés techniques et politiques, de la perspective d'ouverture de négociations d'adhésion entre les Six et le Royaume-Uni.

Source: Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. Gazzo, Emanuele ; Réd. Chef Gazzo, Emanuele. 08.07.1969, n° 369. Bruxelles. "Les problèmes posés par la candidature britannique", p. 1.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL: http://www.cvce.eu/obj/les_problemes_poses_par_la_candidature_britannique_dans_europe_8_juillet_1969-fr-298be2f3-8ec1-47e9-b394-e3d421059851.html

Date de dernière mise à jour: 13/09/2013

Les problèmes posés par la candidature britannique

L'impression se précise que la conjonction de nombreux facteurs politiques et économiques rend désormais possible, et probable, pour la Communauté de prendre prochainement une décision de principe au sujet de l'ouverture de négociations pour l'adhésion de la Grande-Bretagne.

Nous avons souhaité depuis longtemps cette évolution et nous ne pouvons par conséquent que saluer avec satisfaction cette perspective. Nous sommes convaincus que, à partir du moment où il n'y aurait plus d'opposition préconçue et pour ainsi dire théologique vis-à-vis de la Grande-Bretagne, la recherche de solutions techniques deviendrait possible (ce qui ne veut pas dire facile), même si les problèmes existent et sont d'envergure (nous l'avons toujours souligné).

L'initiative de Jean Monnet de demander à quelques "grands commis" européens - c'est-à-dire à des personnalités politiques de premier ordre, qui ont eu ou qui ont des responsabilités techniques au plus haut niveau - d'analyser ces problèmes et de suggérer des solutions, nous paraît avoir été particulièrement heureuse. Elle permet en effet de détruire des mythes, et en même temps d'apercevoir la dimension réelle des problèmes. La valeur politique de cette opération - qui a probablement échappé à certains observateurs un peu trop pressés, bien qu'animés des meilleures intentions - se trouve dans le fait qu'elle enlève tout prétexte à ceux qui se sont opposés et s'opposent à l'ouverture de négociations, employant à la fois des arguments techniques et des arguments politiques. On ne peut pas nier, en effet, que certaines argumentations "portent" et qu'elles ont eu une certaine prise sur l'opinion publique. Lorsqu'on parle, d'une manière confuse et tendancieuse, de la situation de la balance des paiements britannique ou du "marasme" dans lequel tomberait la Communauté si elle devait comprendre sept ou neuf ou même onze membres au lieu de Six, l'opinion publique est frappée. Elle ne peut pas être rassurée par des vagues promesses, il faut lui donner des réponses concrètes, étaler des données, démontrer que les arguments employés par les adversaires de l'ouverture sont faux. Surtout, il ne suffit pas de dire: "la réponse réside dans l'unification politique". La volonté politique d'unité n'est certes pas subordonnée aux équilibres des balances des paiements et rien n'est plus aléatoire que de vouloir fonder une union économique sur des calculs minutieux des charges et des bénéfices, mais il faut pouvoir montrer, chiffres ou arguments à l'appui, que l'on va dans la bonne direction.

Nous avons publié déjà un bref résumé du Rapport rédigé par M. Hallstein au sujet des problèmes institutionnels et de celui rédigé par M. Carli sur les problèmes monétaires. Nous publierons demain un résumé de celui de M. Pisani sur les problèmes agricoles. Il nous paraît que les réponses données par ces hommes politiques sont des réponses exemplaires. Elles ne dissimulent pas les difficultés, mais laissent comprendre que les solutions techniques sont à la portée de la main, ou plutôt à la portée des volontés politiques qui se chargeraient de les appliquer. Le rapport Hallstein en particulier va au cœur des problèmes politiques. Lorsque l'ancien président de la Commission Européenne déclare que la Communauté est le noyau et le point de départ d'une évolution qui comprend l'élargissement du cercle de ses membres, l'inclusion d'autres domaines, en particulier la politique étrangère non économique et la défense, et le renforcement de l'ordre institutionnel, il nous indique les directions dans lesquelles il faut agir sans répit et sans hésitation.